

Message Text

PAGE 01 STATE 032636
ORIGIN AF-10

INFO OCT-01 ISO-00 HA-05 H-02 /018 R

DRAFTED BY AF/W:BSKIRKPATRICK:IW
APPROVED BY AF/W:TWMSMITH
AF/I:LSHURTLEFF (INFO)
HA/HR:RMAXIM (INFO)
-----078467 081016Z /15

R 072342Z FEB 78
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY CONAKRY

UNCLAS STATE 032636

E.O. 11652: N/A

TAGS: SHUM, GV

SUBJECT: HUMAN RIGHTS REPORT TO CONGRESS

REF: STATE 23812

A FRENCH TRANSLATION OF REF REPORT FOLLOWS:

GUINEE
LA GUINEE EST UN ETAT SOCIALISTE A PARTI UNIQUE. SEKOU
TOURE EST LE SEUL PRESIDENT DU PAYS DEPUIS LA DECISION
DE LA GUINEE DE SE SEPARER DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ET DE DECLARER SON INDEPENDANCE EN 1958. LE DEPART
PRECIPITE DE LA FRANCE A CAUSE UN SERIEUX PREJUDICE A
L'ECONOMIE DE LA NOUVELLE NATION. UNE INVASION DE
MERCENAIRES PORTUGAIS VENUS PAR LES MERS EN NOVEMBRE
1970 A EXACERBE LE SOUCI DE LA GUINEE QUANT A SA SECURITE
DE L'EXTERIEUR ET A ENTRAINE UNE INVESTIGATION APPROFON-
DIE DE TOUS CEUX QUI FURENT SOUPCONNES DE TRAHIR LA
NATION. LES PRINCIPES ET POLITIQUES SOCIALISTES DE
UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 032636

SEKOU TOURE METTENT L'ACCENT SUR L'IDEOLOGIE EN TANT
QU'INCITATION A LA PRODUCTION PLUTOT QU'AUX RECOMPENSES
MATERIELLES. LE GOUVERNEMENT DE LA GUINEE CONSIDERE
LA DOMINATION DE NOIRS PAR DES BLANCS EN AFRIQUE AUSTRALE
COMME LE PROBLEME PRIMORDIAL DE L'AFRIQUE EN MATIERE
DE DROITS DE L'HOMME. A L'INTERIEUR DE LA GUINEE, LES
OBJECTIFS SOCIAUX ETABLIS PAR L'ETAT-PARTI OFFICIEL
L'EMPORTENT SUR L'INTEGRITE DE LA PERSONNE ET LES
LIBERTES CIVILES. LES MENACES DU PASSE A LA SECURITE DE
LA GUINEE, NOTAMMENT L'INVASION AVEC L'APPUI PORTUGAIS,

ONT RENFORCE CETTE ATTITUDE. PLUSIEURS CAS D'USAGE DE LA TORTURE ONT ETE RAPPORTES AU DEBUT DES ANNEES 1970. LES INCIDENTS RECENTS SONT DIFFICILES A DOCUMENTER. LA DETENTION ARBITRAIRE POUR DELITS A CARACTERE POLITIQUE SE POURSUIT.

1. RESPECT DE L'INTEGRITE DE LA PERSONNE, Y COMPRIS LE DROIT DE NE PAS ETRE SOUMIS A CE QUI SUIT:

A. TORTURE

LE LIVRE "PRISON AFRICAINE" DE JEAN PAUL ALATA ET UN RAPPORT DE 1977 DE LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME DECRIVENT DES CAS DE TORTURE AU DEBUT DES ANNEES 1970. IL A ETE ALLEGUE QUE LA TORTURE A ETE EMPLOYEE AVEC L'APPROBATION DES PLUS HAUTS ECHELONS LORSQUE DES CONFESSIONS PARTICULIERES ETAIENT REQUISES. NON SEULEMENT DES GUINEENS, MAIS AUSSI DES ETRANGERS AURAIENT ETE TORTURES. CERTAINS SERAIENT MORTS SOUS LA TORTURE. LES PREUVES MANQUENT CONCERNANT LE PASSE PLUS RECENT. AMNESTY INTERNATIONAL A INDIQUE EN 1977 QU'ELLE CONTINUE A RECEVOIR DES RAPPORTS SUR L'USAGE SYSTEMATIQUE DE LA TORTURE AFIN D'OBTENIR DES CONFESSIONS, ET DE DECES SOUS LA TORTURE. NOUS N'AVONS AUCUNE INFORMATION DE PREMIERE MAIN QUI NOUS UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 032636

PERMETTE DE PARVENIR A UN JUGEMENT INDEPENDANT QUANT A CES ALLEGATIONS.

B. SANCTION OU TRAITEMENT CRUEL, INHUMAIN OU DEGRADANT

AMNESTY INTERNATIONAL A RAPPORTE QUE LA SITUATION DANS LES PRISONS SERAIT "EXTREMEMENT MAUVAISE". LES RAPPORTS PERSISTENT SUR LE FAIT QUE DANS CERTAINS CAS DES PRISONNIERS SONT PRIVES DE NOURRITURE ET D'EAU. CERTAINS PRISONNIERS SERAIENT MORTS DE CES PRIVATIONS. ON PEUT SUPPOSER RAISONNABLEMENT QUE LES CONDITIONS DANS LES PRISONS DE GUINEE, L'UN DES PLUS PAUVRES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT AU MONDE, SONT BIEN AU-DESSOUS DES NORMES OCCIDENTALES. IL S'EST PRODUIT A L'OCCASION QUE DES INCULPES SOIENT ROUES DE COUPS EN PUBLIC POUR AVOIR COMMIS UN VOL OU AUTRES DELITS, PRINCIPALEMENT DANS LE BUT DE DECOURAGER LES INFRACTIONS A LA LOI PAR DE RUDES EXEMPLES. CEUX QUI SONT FORCES A CONFESSER UN CRIME POLITIQUE SONT PUBLIQUEMENT DENONCES DE MANIERE DEGRADANTE.

C. ARRESTATION OU EMPRISONNEMENT ARBITRAIRE

DE TEMPS A AUTRE, LE GOUVERNEMENT PROCEDE A UNE PURGE AFIN D'EVINCER CEUX SOUPCONNES DE COMPLOTER CONTRE LUI. LES FONCTIONNAIRES PUBLICS QUI TOMBENT EN DISGRACE SONT SUJETS A DETENTION. LE NOMBRE DE PRISONNIERS "POLITIQUES" ACTUELLEMENT EN DETENTION A ETE EVALUE A MOINS

DE 1.000. CES CHIFFRES COMPRENENT CERTAINS ANCIENS
HAUTS FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT. AMNESTY INTERNATIO-
NAL RAPPORTE QUE LE NOMBRE TOTAL DE PRISONNIERS POLITIQUES
EN GUINEE EN 1977 PEUT ETRE ESTIME DE MANIERE CONSERVATIVE
A 1.000. ETANT DONNE LE MANQUE DE DONNEES FERMES A NOTRE
DISPOSITION, NOUS NE SOMMES PAS EN MESURE D'ACCEPTER OU
DE REJETER CE CHIFFRE. LA GAZETTE OFFICIELLE DE GUINEE
A ANNONCE LA MISE EN LIBERTE DE 128 PRISONNIERS EN
UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 032636

SEPTEMBRE 1976, 150 AUTRES EN JANVIER 1977, PLUS 89 ENTRE
FEVRIER ET JUILLET 1977. APPAREMMENT CES CHIFFRES
COMPRENAIENT DES PRISONNIERS POLITIQUES. D'AUTRES
PRISONNIERS AURAIENT ETE RELACHES LORS DE LA CELEBRATION
DU 30EME ANNIVERSAIRE DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE LE
14 MAI 1977, Y COMPRIS DES PRISONNIERS POLITIQUES. A LA
SUITE DES EMEUTES D'AOUT 1977 DES FEMMES DE MARCHE,
PLUSIEURS CENTAINES FURENT L'OBJET D'UNE BREVE DETENTION
MAIS TOUTES ONT ETE MISES EN LIBERTE. QUELQUE 62
PRISONNIERS POLITIQUES ONT ETE LIBERES EN DECEMBRE 1977,
Y COMPRIS CERTAINS ANCIENS HAUTS FONCTIONNAIRES. LA
LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME A SAISI
LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'HOMME

D'UNE PLAINTES DETAILLEE CONCERNANT LA GUINEE. CE DOCUMENT
EST PRESENTE AU NOM DES RESSORTISSANTS FRANCAIS INCARCERES
ENTRE 1970 ET 1975 ET DE PLUSIEURS CENTAINES DE GUINEENS
EMPRISONNES.

D. DENI D'UN JUGEMENT PUBLIC EQUITABLE
DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET STATUTAIRES
QUANT AUX PROCEDURES JUDICIAIRES EXISTENT, MAIS NE SEMBLANT
PAS ETRE APPLIQUEES DE MANIERE UNIFORME. LA LOI GUINEENNE
PREVOIT LA SELECTION DE CITOYENS PRIVES DOTES D'UNE
BONNE INSTRUCTION CHARGES D'AGIR EN QUALITE D'AVOCATS
PLAIDANTS AD HOC, MAIS N'Y AUTORISE PAS LES JURISTES
PROFESSIONNELS QUI EXERCENT A TITRE PRIVE. CERTAINES
AFFAIRES POLITIQUES COMPORTENT PARFOIS UN SIMULACRE DE
PROCES PUBLIC, DANS LEQUEL LE VERDICT A ETE DETERMINE
SUR LA BASE D'UNE "CONFESSION" PREALABLE ET LES AUTORITES
PRESIDANT AU PROCES SE SERVENT DE L'OCCASION AUX FINS
D'EDUCATION POLITIQUE DES MASSES. D'AUTRES PROCES
POLITIQUES ONT LIEU "IN CAMERA" (A HUIS CLOS).
UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 032636

E. VIOLATION DE LA LIBERTE DU DOMICILE
LA POLICE APPAREMMENT PENETRE DANS LES DEMEURES A LA
POURSUITE DE SUSPECTS ET EN VUE D'OBTENIR DES PREUVES,
LES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES VENANT EN SECOND
LIEU, APRES LES CONSIDERATIONS DE SECURITE PROFESSEES.

2. POLITIQUES GOUVERNEMENTALES VISANT A REpondre A DES
BESOINS ESSENTIELS TELS QUE L'ALIMENTATION, LE
LOGIS, LES SOINS MEDICAUX ET L'EDUCATION

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT VISE A AMELIORER LE BIEN-
ETRE ECONOMIQUE DE LA POPULATION. DES EFFORTS VIGOUREUX
SONT DEPLOYES AFIN D'AMELIORER LA PRODUCTION ALIMENTAIRE,
LA SANTE ET L'EDUCATION. L'IDEOLOGIE EST TOUTEFOIS UN
FACTEUR PREDOMINANT DANS LA FORMULATION DES POLITIQUES
GOUVERNEMENTALES ET RESTREINT SOUVENT LES OPTIONS QUI
S'OFFRIRAIENT AUTREMENT AUX FINS D'UN DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE RATIONNEL ET HARMONIEUX. DANS LE PASSE, UN
CONTACT LIMITE AVEC LE MONDE EXTERIEUR A RETARDE LE
DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT, DE L'ENSEIGNEMENT ET DE
SERVICES DE SANTE ADEQUATS.

3. RESPECT DES LIBERTES CIVILES ET POLITIQUES, Y COMPRIS:

A. LIBERTE DE PENSER, LIBERTE D'EXPRESSION, LIBERTE
DE LA PRESSE, LIBERTE RELIGIEUSE ET LIBERTE DE
REUNION

LE GOUVERNEMENT DECOURAGE LA DISSIDENCE EU EGARD A
SES PRINCIPES POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES. L'INVESTIGATION
INTELLECTUELLE CONTRAIRE A L'IDEOLOGIE PREDOMINANTE N'EST
PAS ENCOURAGEE. L'ISLAM EST OFFICIELLEMENT ENCOURAGE ET
LE CHRISTIANISME EST TOLERE. LA REUNION EST SUJETTE AU
CONTROLE DE LA POLICE. LA PRESSE EST SOUS CONTROLE
DU GOUVERNEMENT ET PEU DE PUBLICATIONS EXISTENT. LES
SYNDICATS SONT RIGOREUSEMENT CONTROLES PAR LE GOUVERNE-
UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 032636

MENT.

B. LIBERTE DE SE DEPLACER A L'INTERIEUR DU PAYS, DE
VOYAGER A L'ETRANGER ET D'EMIGRER

LE DEPLACEMENT EST REGLEMENTE PAR UN VASTE SYSTEME
ADMINISTRATIF ET DE POLICE. L'ENTREE LEGALE DANS LE
PAYS ET LA SORTIE LEGALE DU PAYS SONT STRICTEMENT
CONTROLEES. CEPENDANT, LES FRONTIERES SONT "POREUSES"
ET PLUS D'UN MILLION DE GUINEENS AURAIENT QUITTE LE PAYS
DEPUIS 1958 PAR SUITE DE LA SITUATION POLITIQUE ET
ECONOMIQUE.

C. LIBERTE DE PARTICIPATION AU PROCESSUS POLITIQUE

LE PEUPLE EST REGULIEREMENT EXHORTE A ADHERER A UNE
"REVOLUTION" CONTINUE QUE L'ETAT-PARTI UNIQUE MENE EN
LEUR NOM. IL N'Y A GUERE DE POSSIBILITE DE DISSIDENCE
OU DE NE PAS PRENDRE PART AUX ACTIVITES POLITIQUES
DIRIGEEES PAR LE GOUVERNEMENT REGISSANT LA PLUPART DES

ASPECTS DE LA VIE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE. TOUTE-FOIS, LE PRESIDENT TOURE RECOIT BIEN DES PERSONNES PRESENTANT DES REQUETES OU PETITIONS, ET LE GOUVERNEMENT CONSIDERE QUE LA STRUCTURE DE L'ETAT-PARTI ET LES REFERENDUMS POPULAIRES REFLETENT DE MANIERE SATISFAISANTE LES DESIRS DU PEUPLE.

4. LES ATTITUDES PRESENTES ET PASSEES DU GOUVERNEMENT QUANT A L'ENQUETE INTERNATIONALE ET NON GOUVERNEMENTALE CONCERNANT LES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME

UNE INVESTIGATION INTERNATIONALE A ETE FAITE DE L'ATTAQUE
UNCLASSIFIED

PAGE 07 STATE 032636

DE MERCENAIRES MENEES EN 1970 CONTRE LA GUINEE, ET LE GOUVERNEMENT GUINEEN A INDIQUE QU'IL ACCEPTerait VOLONTIERS QUE DES PERSONNES DE L'EXTERIEUR OBSERVENT SES PRATIQUES HUMANITAIRES. UNE TELLE ENQUETE SUR PLACE N'AURAIT PAS ENCORE ETE EFFECTUEE. DES RENSEIGNEMENTS QUI SONT PARVENUS PAR LE TRUCHEMENT DE PARENTS DE PRISONNIERS POLITIQUES, D'EXILES ET DE PRISONNIERS

POLITIQUES MIS EN LIBERTE CONSTITUENT LA BASE DE RAPPORTS COMME CELUI SOUMIS PAR LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME A LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'HOMME. LE GOUVERNEMENT GUINEEN CONSIDERE LEDIT RAPPORT COMME DIFFAMATOIRE. EN 1977, AMNESTY INTERNATIONAL A DECLARE QU'ELLE AVAIT TENTE D'ETABLIR UN CONTACT INITIAL AVEC LES AUTORITES GUINEENNES DANS LE BUT D'INTERVENIR EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES EN GUINEE ET D'ENVOYER UNE MISSION DANS CE PAYS. NOUS N'AVONS PAS CONNAISSANCE D'UNE REACTION DU GOUVERNEMENT GUINEEN A LA SUITE DES INITIATIVES D'AMNESTY INTERNATIONAL.
VANCE

UNCLASSIFIED

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 26 sep 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: HUMAN RIGHTS, ANNUAL REPORTS, TRANSLATIONS
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 07 feb 1978
Decaption Date: 01 jan 1960
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01 jan 1960
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1978STATE032636
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/W:BSKIRKPATRICK:IW
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: D780058-0901
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1978/newtext/t197802120/baaafbts.tel
Line Count: 257
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Message ID: a79bb5cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN AF
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: STATE 23812
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 29 mar 2005
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: N/A
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 3475080
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: HUMAN RIGHTS REPORT TO CONGRESS
TAGS: SHUM, GV, FR
To: CONAKRY
Type: TE
vdkgvwkey: odb://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/a79bb5cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Sheryl P. Walter
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
20 Mar 2014
Markings: Sheryl P. Walter Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 20 Mar 2014